

**Lutte contre le terrorisme - Conseil  
de défense et de sécurité nationale -  
Communiqué de la présidence de la  
République**

(Paris, 24 mai 2017)

Le président de la République a réuni ce matin pour la deuxième fois depuis le début du quinquennat, le conseil de défense et de sécurité nationale.

Le président a souligné la solidarité qui unit la France et le Royaume-Uni dans la lutte contre le terrorisme. Le conseil a examiné les moyens d'apporter toute l'assistance possible à l'enquête menée par les autorités britanniques. Il a étudié les implications de cette nouvelle attaque terroriste sur les mesures de protection mises en oeuvre pour assurer la sécurité de nos concitoyens et contribuer à celle de nos partenaires européens.

En ce qui concerne l'état d'urgence, qui arrive à échéance le 15 juillet, le président de la République a décidé que le Parlement serait saisi d'une prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre. Le président de la République a demandé au gouvernement de proposer des mesures de renforcement de la sécurité face à la menace terroriste hors d'état d'urgence afin qu'un texte législatif soit préparé dans les prochaines semaines.

Pour concrétiser ses engagements, le président de la République a donné des instructions pour la mise en place du centre de coordination des services engagés dans la lutte contre le terrorisme, dont l'organisation sera arrêtée, sous son autorité, par le conseil de défense et de sécurité d'ici au 7 juin./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)